

UNESCO

Plaidoyer pour la candidature de Bédjaoui

Par Farid Hannache*

Peut-on brigner un mandat international majeur en laissant ses équipes intriguer contre un concurrent ? Depuis des semaines, l'ancien président de la Cour internationale de justice de La Haye, son équipe et le pays qui le présente sont la cible de pressions, de diffamations, d'intimidations et de tentatives de corruption. L'exigence morale est devenue capitale dans le monde de la finance. Celui de la culture ne doit pas se réduire au carnet de chèques et au troc de positions.

La crise des valeurs qui secoue notre monde en mutation ne doit pas s'accompagner de la régression morale qui caractérise la tentation de se placer en haut de la pyramide. L'accès à l'Unesco, qui a pour mission de bâtir la paix dans l'esprit des hommes, doit respecter les valeurs qui fondent cette institution appelée à jouer un rôle plus déterminant dans un monde en crises.

Peut-on accéder à la direction de l'Unesco, dont l'acte constitutif précise qu'elle a pour mandat d'«assurer la féconde diversité des cultures» et de «faciliter la libre circulation des idées, par le mot et par l'image», après avoir assujéti et appauvri la culture de son pays, et laisser partir les cerveaux et les trésors archéologiques ? Peut-on brigner un mandat qui réclame moralité et intégrité en pratiquant le marchandage qui est une menace majeure aux valeurs fondamentales de l'Unesco et qui vient de souiller cette campagne par des lettres munichoises : la fermeture des yeux sur un ignoble appel à l'autodafé contre la fermeture d'une horrible prison autour d'un peuple qui brûle.

L'Unesco, c'est le respect des peuples, à commencer par le sien. La direction de la culture ne doit pas être régression et répression, soumission et flagornerie, censure et burlesque. Le chemin à la direction de l'Unesco ne doit pas être manipulations et courbettes, fanfaronnades et imprécations, sectarisme et agitations, surenchères verbales et concessions nationales et morales. L'Unesco et les instances

internationales ne sont le monopole narcissique d'aucun régime. Elles ne sont pas des attributions esthétiques aux courtisans d'un souverain. Elles ne forment pas une collection privée. L'intelligence et la compétence n'ont pas de marque déposée.

L'Unesco est un enjeu majeur pour le monde et le monde arabe n'est pas mineur. Celui-ci n'a pas de tuteur, et ici-bas, il n'y a pas de messie ni de foyer unique de lumière. La culture brille de Doha à Marrakech. Les universités se développent de Abou-Dhabi à Tunis. Les élites arabes se mobilisent de Koweït-City aux villes d'exil. Et les religions cohabitent à Damas et dialoguent même à Riyad.

L'Unesco, c'est la diversité. Peut-on favoriser le vital et véritable dialogue interculturel international après avoir couvert la discrimination culturelle ? Il y a dans chaque pays arabe divers candidats potentiels aussi brillants que légitimes pour postuler à diriger n'importe quelle institution internationale.

Le monde arabe, y compris l'Egypte, regorge d'hommes et de femmes de grandes qualités et moralité. Leurs voix ne sont pas sacrilèges et la voie vers les sommets n'est pas un privilège. Le monde arabe regarde vers l'avenir et s'active pour sa Renaissance. La culture n'est pas une momie et l'Unesco n'est pas un sarcophage. Abdiquer une forteresse à la légèreté morale, abandonner une caserne aux pyromanes, c'est subordonner l'Unesco au destin de la Bibliothèque d'Alexandrie, et permettre que renaissse de ses cendres le sphinx de la haine planétaire. A Paris et ailleurs, on ne doit pas laisser les futilités mondaines masquer la gravité d'un enjeu qui risque d'embraser plus encore le monde.

L'Unesco, c'est la liberté. Peut-on espérer que le monde arabe soigne ses maux et se réinvente en civilisation, enterre ses rancunes et ressuscite l'Andalousie, si la réussite individuelle est interdite, si la liberté est interdite, si la culture est celle de l'interdit ? L'Unesco, c'est le pluralisme. Peut-on pratiquer la concertation et la démocratie après avoir attenté à la condition la plus

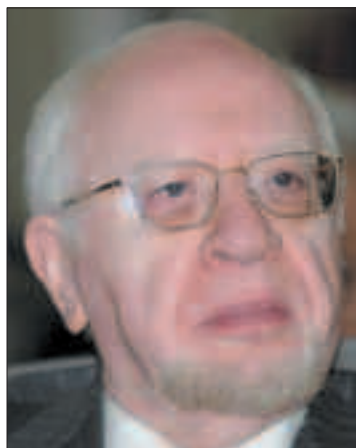


Photo : Samir Sia

élémentaire de l'exercice d'un choix libre et démocratique par les Etats membres de l'Unesco qui est la pluralité de candidatures ? Le candidat Bédjaoui est une personnalité éminente, d'envergure internationale, d'une vaste expérience, et d'une culture sans frontières. L'international est sa compétence.

Le dialogue est sa passion. L'enseignement est sa cause. Animé par un esprit de responsabilité, soucieux de la bonne gouvernance, attaché à la cohésion et à la cohérence, il connaît la maison et le monde.

Ministre algérien de la Justice, puis des Affaires étrangères. Ambassadeur auprès de l'Unesco pendant 9 ans, ambassadeur représentant permanent auprès de l'ONU pendant 3 ans, juge puis président de la Cour internationale de justice de La Haye où il restera près de vingt ans. Il tient à l'image de l'Unesco et au développement du monde arabe. Quand il a constaté que la candidature égyptienne controversée était devenue manifestement périlleuse et clairement privée de succès, il a présenté sa candidature pour ne pas faire perdre au monde arabe son tour de diriger l'Unesco et pour que le monde arabe saisisse ce mandat pour relever les défis de l'éducation et du progrès.

Sa candidature à la direction de l'Unesco est en harmonie avec l'esprit de ses fondateurs qui rêvaient d'une institution indépendante des Etats qui en font partie. M Bédjaoui, de nationalité algérienne, est présenté par le président d'un autre Etat (Sa Majesté le Roi régnant

Sihanouk) qui fut longtemps ambassadeur du Cambodge à l'Unesco. Ce candidat a exercé, lui aussi, les fonctions d'ambassadeur de son pays auprès de l'Unesco, pendant près de neuf ans, de 1971 à 1979. Et bien avant, à 25 ans, il a fait une thèse de doctorat en droit portant sur les fonctionnaires internationaux de l'Unesco.

L'Unesco, qui lui a publié et diffusé plusieurs ouvrages, lui doit l'élaboration de la fameuse Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel d'octobre 2003. Au sein de l'Unesco, il fut président de sa Commission administrative et financière, aussi président de sa Commission juridique. Il lui doit de préserver son prestige et d'accroître son rôle dans le monde. Les gens qui ont rompu le consensus arabe en 1999 accusent M. Bédjaoui d'avoir rompu ce même mythe du «consensus arabe».

Rappelons que la candidature égyptienne n'a pas fait préalablement l'objet d'un consensus arabe. Au début, 4 candidats étaient en lice : une Marocaine, un Egyptien, un Algérien et un Omanais (par ordre alphabétique de leurs noms). Suite à l'intervention du président du pays des pharaons, un sultan et un roi ont sacrifié leurs candidatures pour favoriser un consensus arabe. M. Bédjaoui a refusé de s'incliner. Il a préféré la résistance qui a forgé sa jeunesse au marchandage qu'il n'a jamais pratiqué durant sa longue carrière.

A la place du diktat, d'un candidat imposé, M. Bédjaoui a proposé à ses visiteurs l'organisation de primaires pour permettre aux candidats d'exposer leurs projets ou juste présenter leurs visions devant les délégués de la Ligue arabe qui auraient eu la charge de voter «secrètement». M. Bédjaoui aurait respecté le consensus ou le vote majoritaire au bénéfice de n'importe quel candidat. Ce n'est pas parce que c'est le «tour du Monde arabe» que ça doit être un tour de passe-passe. Le critère avant tout, ce sont la compétence et la moralité.

La grande Russie quand elle présente un candidat, elle ne poignarde personne dans le dos. La

respectable candidate bulgare, quand elle déclare que c'est aussi le tour de l'Europe de l'Est, elle ne blasphème pas. La Tanzanie et le Bénin, en présentant chacun un candidat, et la prometteuse Afrique du Sud en soutenant l'un d'eux, ne profanent pas l'unanimité africaine. C'est la preuve que la liberté fait son chemin dans ce continent qui mérite plus de considération.

Des intellectuels et des ambassadeurs manifestent, quasiment au quotidien, leur sympathie et leur soutien à M. Bédjaoui qui le considèrent à la hauteur des défis à relever. M. Bédjaoui est conscient des crises que traverse notre monde. Le premier défi qu'il va relever lors de son «mandat de transition» est d'empêcher que la crise financière mondiale n'ébranle les programmes de l'Unesco. Renforcer son pilier qui est le secteur de l'éducation, accroître ses ressources et rénover ses méthodes.

Poursuivre les réformes de l'actuelle direction et apporter un nouveau souffle et plus de fluidité à cette organisation. La débarrasser des intérêts, politiques et financiers, qui parasitent ses efforts et écorrent son image.

Faire la guerre à l'illettrisme et combattre l'ignorance. Intrôniser le LIVRE. Sanctifier le dialogue. Vaincre l'hégémonisme culturel, le repli identitaire et le choc des civilisations.

Investir son mandat de 4 ans pour consolider les piliers de cette institution et mettre en place les ressorts pour que Paris devienne La Mecque des intellectuels, des scientifiques et des leaders mondiaux pendant la tenue de la Conférence générale biennale de l'Unesco. Pour que l'Unesco puisse rivaliser avec l'Onu, et concourir ensemble pour la paix et le progrès dans le monde.

F. H.

* Directeur de la campagne de M. Bédjaoui à la direction générale de l'Unesco

LA LANGUE ARABE DANS LA GESTION DES MOYENS GÉNÉRAUX

Un guide de 7 153 termes édité

Un manuel de 332 pages contenant 7 153 termes, intitulé Guide des moyens généraux, vient d'être édité par le Conseil supérieur de la langue arabe.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)

- Présenté hier au siège du ministère des Travaux publics en présence de Amar Ghoul, ce nouveau guide rassemble les termes techniques actualisés dans le domaine de l'entretien des bâtiments, les termes techniques actualisés dans le domaine de la gestion d'un parc automobile, les termes techniques actualisés dans le domaine des équipements et du mobilier de bureau et, enfin, des spécimens d'imprimés et de formulaires relatifs à la gestion des moyens généraux.

Le guide a été élaboré selon une méthodologie scientifique appuyée sur des références officielles et en plusieurs étapes. Les termes retenus ont été puisés de lexiques et d'ouvrages scientifiques des diverses académies de la langue arabe ou du Bureau de coordination de la langue arabe de Rabat, relevant de la Ligue arabe.

La prise en considération des termes scientifiques usités par les différents ministères, dont les travaux publics, l'habitat et l'urbanisme, la formation professionnelle, l'intérieur et les collec-

tivités locales, les finances ou, encore, le Journal officiel. Dans une troisième phase, les sens scientifiques et sémantiques de

chaque terme ont été cernés avec précision pour la détermination de l'équivalent en langue arabe. Ce nouvel ouvrage se

veut, donc, un outil fonctionnel pour les opérateurs et techniciens mais aussi pour les institutions étatiques.

L. M.

PROMOTION DE L'USAGE DE LA LANGUE ARABE

Plusieurs guides sectoriels en cours d'élaboration

Dans le cadre de ses activités liées surtout à l'édition de guides pratiques, le Conseil supérieur de la langue arabe s'attelle, actuellement, à l'élaboration de plusieurs guides sectoriels. Ceux-ci concerneront les secteurs de la poste et des technologies modernes, l'habitat et l'urbanisme, les travaux publics, l'hydraulique, la pêche, les industries lourde et légère et l'artisanat. En collaboration avec le ministère de l'Education nationale, il est également prévu l'élabora-

tion des lexiques terminologiques pour le secteur de l'éducation et se rapportant à la terminologie dans les sciences naturelles, la physique, la chimie, pour tenir lieu d'ouvrage de référence, notamment pour l'élaboration d'un manuel scolaire. Ces guides seront prêts à partir de la prochaine rentrée scolaire. L'objectif recherché est de contribuer à la promotion de l'usage de la langue arabe au sein de l'administration.

L. M.